

soit depuis le 1er septembre dernier ; aussi des états semblables, dans le but de les comparer pour les mois correspondants, de 1870, 1871 et 1872.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui font partie du conseil privé de la Reine.

Sur motion de l'honorable M. *Robitaille*, secondée par M. *Caron*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province de *Québec* au sujet de la réorganisation de la Cour d'Appel dans la province de *Québec*, depuis le 1er janvier 1871.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui font partie du conseil privé de la Reine.

Sur motion de M. *Dymond*, secondée par M. *Brouse*,

*Résolu*, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de tous les emprisonnements pour offenses capitales dans la Puissance, depuis le 1er juillet 1867, et des condamnations ou acquittements en résultant, ainsi que des punitions infligées, des pardons accordés et des commutations en résultant.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui font partie du conseil privé de la Reine.

L'honorable M. *Mackenzie*, l'un des membres du conseil privé de la Reine, met devant la Chambre un état de la dépense de la Maison de la Trinité, *Québec* et *Montréal*, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1873 ;

Un état de la dépense et des recettes en rapport avec la police du havre, *Québec* et *Montréal*, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1873 ;

Un état de la dépense et des perceptions en rapport avec les améliorations du havre dans les provinces de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1873 ;

Un état de la dépense du département de la marine et des pêcheries en rapport avec la construction de phares, de phares flottants, de sifflets d'alarme pour les temps de brume, etc., pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1873 ;

Un état de la dépense et des recettes en rapport avec les hôpitaux de la marine, les marins malades, infirmes, naufragés et en détresse, pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1873 ;

Et des états des recettes et dépenses de la Maison de la Trinité de *Québec* et *Montréal*, en rapport avec le fonds des pilotes invalides, pour l'année expirant le 30 juin 1873. (*Documents de la Session, No 4.*)

L'honorable M. *Burpee*, l'un des membres du conseil privé de Sa Majesté, présente la réponse à une adresse à Son Excellence, datée le 30 mars 1864, demandant un état des machines de moulins et de manufactures importées en *Canada*, avec le droit payé sur ces importations depuis 1867. (*Documents de la Session, No. 18.*)

*Ordonné*, Que le message de Son Excellence le Gouverneur-Général et le budget qui l'accompagne soumis à la Chambre ce jour soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour, pour la comparation de l'honorable H. J. *Clarke*, procureur-général de *Manitoba*, à la barre de la Chambre, pour répondre à des questions touchant la mise en accusation devant le grand jury du Banc de la Reine de *Manitoba*, et de la déclaration faite par le dit grand jury contre *Louis Riel*, député du district électoral de *Provencher*, dans la province de *Manitoba*, pour le meurtre de *Thomas Scott*, étant lu,

L'honorable M. *Clarke* comparait en conséquence, et il est interrogé comme suit :